

Conseil National Economique, Social et Environnemental
« Financement de l'économie : la mobilisation des capitaux privés
pour des investissements utiles »
ESHRA, Aïn-Benian, le 18 juillet 2021

*LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT PAR LE PRIVÉ :
PREMIÈRES RÉFLEXIONS*

Abdelmadjid MESSAOUDI
Economiste - Consultant

SOMMAIRE

Introduction

1. Capacités et besoins de financement en comptabilité nationale
2. La question de l'Investissement utile et sa capacité à mobiliser des ressources
3. Tirer les enseignements de l'expérience algérienne des PPP
4. Le financement privé du programme de développement des startups : de nombreux atouts ;
5. Les réformes et le dialogue Public-Privé, seules issues à la crise de ressource.

INTRODUCTION

Contexte : Contraction des ressources de l'Etat issues des exportations des hydrocarbures

Importance des besoins de développement qui restent à pourvoir.

SOLUTION = financement par des ressources privées
= immense réserve de financement potentiel des programmes publics de développement
⇒ Définir les modalités et techniques pour y puiser à volonté.

Hypothèse implicite de la note conceptuel de la présente rencontre.

⇒ Quelques réflexions inspirées de cette note.

I. CAPACITÉS ET BESOINS DE FINANCEMENT

TEE 2021 publié par l'ONS en juillet 2021

5 agents :

- les ménages et entrepreneurs individuels ainsi défini pour les besoins de simplification de la tâche des comptes nationaux
- les sociétés et quasi sociétés
- les administrations publiques (l'Etat)
- les institutions financières
- le reste du Monde

I. CAPACITÉS ET BESOINS DE FINANCEMENT : LE TEE 2019, ONS 07/21

Tableau Economique d'Ensemble - Année 2019 -
En Millions de DA

Emplois							Ressources							
S.Q.S	M.E.I	A.P	I.F	R.D.M	B & S	TOTAL	Opérations	S.Q.S	M.E.I	A.P	I.F	R.D.M	B & S	TOTAL
				4656498,7		4656498,7	Exportations						4656498,7	4656498,7
					5971552,4	5971552,4	Importations					5971552,4		5971552,4
					24584705,0	24584705,0	Production Brute	12170712,5	12413992,5					24584705,0
4752277,5	4071435,6					8823713,1	Consommation Productive						8823713,1	8823713,1
7418435,0	8342556,9					15760991,9	Valeur Ajoutée	7418435,0	8342556,9					15760991,9
		12496,0				12496,0	Subvention d'exploitation	239,0	12257,0					12496,0
1404638,0	1219844,3	3026837,5	98498,2	16382,3		5766200,3	Rémun. des Salariés		5766200,3					5766200,3
1118204,0	240701,2					1358905,2	Imp. Liées à la Product.			1358905,2				1358905,2
4895832,1	6894268,4					11790100,5	Exc. Brut d'Exploitation	4895832,1	6894268,4					11790100,5
					1259102,4	1259102,4	T.V.A			1259102,4				1259102,4
					355406,0	355406,0	Droits de Douane			355406,0				355406,0
30053,3	132083,5	4852,2	906,6			167895,6	Loyers	4090,5	137189,1	26507,9	108,2			167895,6
218930,1	216629,7	111515,0	205332,3	105312,5		857719,5	Intérêts	16756,5	12270,5	23377,8	796972,2	8342,5		857719,5
		3181,5	15225,4			18407,0	Impôts Indirects			18407,0				18407,0
1570533,3	1029892,5		63424,7			2663850,6	Impôts directs			2663850,6				2663850,6
69452,3	102676,0	15448,2	12337,9	15686,0		215600,3	Primes d'Assurances				212307,5	3292,9		215600,3
			112497,0	5780,5		118277,5	Indemnités d'Assurances	27378,7	72753,9	9580,4	6555,4	2009,0		118277,5
	1220420,7					1220420,7	Cotisations Sociales			1220420,7				1220420,7
		1857717,4				1857717,4	Prestations Sociales		1857717,4					1857717,4
58451,6	31802,1	4087,0	10926,0	27593,0		132859,7	Services Financiers	25800,5			99028,7	8030,5		132859,7
855025,7			69509,7	4602,3		929137,6	Aut. Rev. de la Propriété	4602,3		305382,7		619152,7		929137,6
89542,2	36909,2	2047996,7	17005,9	481851,2		2673305,2	Aut. Transfert Courants	1034591,5	370221,4	1192108,2	32400,5	43983,7		2673305,2
3117063,5	12340207,2	1348917,3	541708,8	1342657,3		18690554,1	Revenu Disponible Brut	3117063,5	12340207,2	1348917,3	541708,8	1342657,3		18690554,1
	8748021,6	441364,7	105943,4			9295329,7	Consommation Finale						9295329,7	9295329,7
	8677311,3	441364,7	105943,4			9224619,4	- Sur le Territoire						9224619,4	9224619,4
	70710,3					70710,3	- Hors Territoire						70710,3	70710,3
3117063,5	3592185,6	907552,6	435765,4	1342657,3		9395224,4	Epargne Brute	3117063,5	3592185,6	907552,6	435765,4	1342657,3		9395224,4
		66499,0		163		229511,3	Transfert en Capital	151572,2	302,6	65292,6	2467,4	9876,5		229511,3
2319483,3	1833970,8	3722966,2	28189,6	012,3		7904609,9	Accumulation Brute F.F						7904609,9	7904609,9
1253904,9	236709,6					1490614,5	Variation de Stocks						1490614,5	1490614,5
38243,2	14011,0		63,6	15,1		52333,0	Acquisitions Nettes	7824,5		27340,8		17167,7		52333,0
13266,1	14011,0		63,6			27340,8	- De Terrains			27340,8				27340,8
24977,1				15,1		24992,2	- D'Actifs Incorporels	7824,5				17167,7		24992,2
							Capacité de Finacement	-335171,2	1507796,8	-2789279,2	409979,5	1206674,1		0,0
					32170765,8		Équil. en Biens & Services						32170765,8	

I. CAPACITÉS ET BESOINS DE FINANCEMENT

Premiers enseignements :

- 1) Il n'y a pas de ressources gelées en CN : toutes les ressources font l'objet d'un emploi,
exemple le revenu disponible brut des MEI est affecté à :
 - la consommation finale ;
 - L'épargne brute : Accumulation Brute F.F ; Variation de Stocks ; Acquisitions Nettes ;
 - le solde (capacité de financement) compense les besoins de financement qui se manifestent au niveau des SQS et des AP.

I. CAPACITÉS ET BESOINS DE FINANCEMENT

Premiers enseignements :

- 2) Tout programme nouveau de mobilisation de l'épargne viendra se positionner en compétition avec les emplois du revenu disponible brute (investissement des entreprises ; besoin de financement actuels des AP ; consommation finale des ménages)
- 3) Tout programme de mobilisation d'épargne par l'Etat viendra en compétition avec les emplois actuels des ressources, au détriment de ce seul autre agent en besoin de financement qu'est l'entreprise

II. LA QUESTION DE L'INVESTISSEMENT UTILE ET SA CAPACITÉ À MOBILISER DES RESSOURCES

Investissement classique \Rightarrow rendement financier ; profitabilité.

Notion alternative de financement solidaire ou militant ou encore projet à forte plus-value sociale ou environnementale

\Rightarrow Effets en matière d'emploi, d'intégration économique, d'inclusion sociale ; portée environnementale.

\Rightarrow Les bailleurs de fonds acceptent de renoncer partiellement ou totalement aux profits voire même abandonnent leur fond dans l'objectif de faire triompher une cause.

Exemple du Business Angels

II. LA QUESTION DE L'INVESTISSEMENT UTILE ET SA CAPACITÉ À MOBILISER DES RESSOURCES

Expérience de financement solidaire au profit de l'Etat :
1962-63

Possibilité de renouveler l'expérience ?

Réputation de l'administration publique dans le monde :

- performances faibles, inférieure à celles obtenues par les entreprises : pertes de temps ; surcouts inutiles.
- Quid du contexte algérien actuel : scandales ; malversations ...
3 années de récession dans le secteur privé

Conclusion : la mobilisation de ressources privées pour financer des projets totalement publics semble difficile

III. TIRER LES ENSEIGNEMENTS DE L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE DES PPP

Le PPP en Algérie avec des investisseurs étrangers :

- dessalement d'eau de mer ;
- centrales électriques ;
- concession de terminaux à containers ;
- gestion de la distribution de l'eau potable ;
- la concession de licence de téléphonie mobile ;

la CNED, institution nationale spécialisée dans ce type de contrat.

⇒ bilan sans complaisance de cette expérience.

⇒ large diffusion et débat public au moins au sein du CNESE.

III. TIRER LES ENSEIGNEMENTS DE L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE DES PPP

Hypothèses à vérifier dans l'étude de cette expérience :

1. les contrats PPP réussis sont ceux qui ont donné lieu à la concession totale du service public et à une supervision de l'activité des opérateurs sur le marché.
2. Lorsque la concession est assortie d'une clause de rachat du service par l'Etat, ce dernier a en général pris des engagements qu'il ne peut garantir indéfiniment.

IV. LE FINANCEMENT PRIVÉ DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES STARTUPS

De nombreux atouts pour réussir et pour indiquer la voie des réformes à promouvoir dans le secteur financier :

- 1) Les projets sont en général de petite taille au démarrage ;
- 2) Ils font l'objet de sélection et de système d'appui et de financement complémentaires publics ce qui réduit encore les besoins de financement ;
- 3) peuvent être mutualisés pour réduire les risques dans des portefeuilles gérés par des organismes de placement (FCP et SICAV) rentables ;

IV. LE FINANCEMENT PRIVÉ DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES STARTUPS

- 4) l'écosystème du financement des startups constitue un des premiers projets du programme ;
- 5) l'écosystème fintech en cours de conception et de déploiement est moins confronté aux réticences d'institutions installées de longues dates sur des modes de gestion désuets ;
- 6) Cet écosystème trouvera naturellement ses premiers clients dans les cohortes de startups en cours ;
- 7) la réussite de l'écosystème donnera la voie des réformes pour l'ensemble du système de financement des projets des entreprises.

V. LES RÉFORMES ET LE DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ, SEULES ISSUES À LA CRISE DE RESSOURCE.

La mobilisation de ressources privées = objectif à moyen terme

Actions préalables : Soutenir l'entreprise privée qui :

1. a pris conscience qu'il n'y a plus d'avenir dans l'accaparement de niches de rente
2. réoriente son modèle d'affaires sur la compétitivité à l'international (exportation et substitution aux importations).

La réussite de ces entreprises dans cette voie

⇒ accompagnement judiciaire de ces entreprises dans un dialogue Public-privé par filière d'activité

V. LES RÉFORMES ET LE DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ, SEULES ISSUES À LA CRISE DE RESSOURCE.

- ⇒ Appui par de l'expertise neutre et objective, pour notamment :
- mobiliser des financements sur les projets rentables d'infrastructure au service des stratégies des filières ;
 - développer à moyen terme de nouvelles assiettes fiscales pour l'Etat.

Engager un dialogue Public –Privé avec les filières d'activité économique qui souhaitent s'orienter sur la compétitivité internationale de leur activité pour conquérir des marchés à l'international ou pour soutenir la concurrence des produits importés.

Dialogue similaire à celui engagé par les animateurs du programme des startups par les autorités publics (ministère des startups, incubateurs et économie de la connaissance)

MERCI

A votre écoute pour d'éventuelles questions